

Trimestriel N°1 — Septembre 2020

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



Simon DARIMONT
Secrétaire Général
des Jeunes FGTB



SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE ENSEIGNEMENT

- p. 2 Aux origines de l'école pour et par le peuple
- p. 3 Pédagogies alternatives appliquées
- p. 4 Contre la précarité étudiante
- p. 5 La grève des enseignant-e-s de 1996
- p. 7 Que dois-tu faire à la fin de tes études ?

EN RÉGIONALES

- p. 8 Le friskot à Liège
- p. 8 Permacity Verviers

CONTRIBUTION EXTERNE

- p. 9 Syndicalisme et coopératives
- p. 9 Faire Front !

BANDE-DESSINÉE

- p. 10 Examens 2020

ET APRÈS...

La crise du coronavirus a causé beaucoup de désagréments et de souffrances. Mais elle nous a aussi appris de nombreuses choses.

Que l'économie et la société continuent de tourner, même en temps de crise, grâce aux travailleuses et aux travailleurs.

Que de bons soins de santé sont essentiels.

Que le chômage temporaire est primordial et doit être étendu aux jobistes étudiant-e-s.

Que l'Etat et la sécurité sociale ont absorbé le choc et nous guident à travers la crise.

Que la solidarité est le ciment d'une société.

Des constats que plus personne ne peut nier aujourd'hui et auxquels nous devons nous accrocher.

La crise du coronavirus est donc une opportunité de changer de cap et d'ouvrir les yeux sur de vieilles recettes inefficaces. Un capitalisme omnipotent incapable d'apporter des réponses aux inégalités croissantes et aux changements climatiques. Une droite arriérée attachée à « un retour à la normalité ». Un système néolibéral qui s'opposera toujours à la construction d'un imaginaire solidaire et intelligent.

La santé, la culture, l'éducation, le vivant, l'environnement sont des biens communs qui conditionnent le développement humain d'une société et celui des générations futures. C'est pourquoi, en tant que jeunes, nous avons une responsabilité sociétale. Le changement ne viendra pas des politiciens, mais d'en bas... Faisons entendre nos voix !



Qui sommes-nous ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle travailleuses et travailleurs et des étudiant.e.s.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun puisse jouir de tous les droits en sa qualité de femme et d'homme, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes et tous soient effectifs. Elles et ils agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

AUX ORIGINES DE L'ÉCOLE POUR ET PAR LE PEUPLE

DOSSIER THÉMATIQUE ENSEIGNEMENT

Benjamin VANDEVANDEL
Détaché pédagogique

Les alternatives à l'enseignement « classique » rencontrent un succès grandissant depuis plusieurs années, particulièrement autour de quatre noms : Montessori, Steiner, Decroly et Freinet (voir page 3). L'histoire de la pédagogie, loin d'être figée, comprend pourtant des essais alternatifs bien plus nombreux, qu'ils soient théoriques ou pratiques.

Si nous devons donner une base connue à la modernisation scolaire, Jules Ferry (1832-1893) est l'une des personnalités incontournables en France comme en Belgique. Rien d'étonnant lorsqu'on le sait considéré comme le père de l'école « publique laïque, gratuite et obligatoire » : il est normal que nombre de décideurs et décideuses veuillent s'inscrire dans sa continuité. Si on ne peut nier que son action a amené une partie croissante de la population à sortir de l'analphabétisme, le présenter comme partisan d'une réelle volonté d'égalité des chances dans l'accès aux plus hautes fonctions par le plus grand nombre est quelque peu naïf : l'un des objectifs de Ferry était surtout de faire enseigner le français au détriment des langues régionales afin que tout un chacun puisse comprendre lois et règlements ainsi que les ordres en temps de guerre. Ferry prône une instruction du peuple mais contrôlée afin de justement éviter toute étincelle révolutionnaire : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes [...] Si cet état de chose se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 28 mai 1871 »¹. Là où Henri Bellenger³ écrivait le 7 mai 1871 qu'« il faut que chaque homme occupé à un travail physique puisse écrire un livre, avec sentiment et talent, sans quitter son établi », Ferry choisit l'école publique et gratuite pour le peuple et laisse les collèges et lycées payants aux élites.

Cette crainte de Ferry de l'expérience communarde illustre sa volonté d'une école « du peuple » et non d'une école pour le peuple ou par le peuple. La Commune va pourtant, avec ses héritiers et héritières, influencer nombre de personnes clés des pédagogies alternatives.

Louise Michel (1830-1905), pose les bases des alternatives actuelles : « J'étais tout particulièrement concernée par la réforme de l'enseignement qu'entreprenait la Commune sur des bases très saines : respecter la conscience de l'enfant, en faire un citoyen responsable, capable d'aimer ses semblables, lui inspirer l'amour de la justice.

C'étaient aussi les buts que je m'efforçais d'atteindre dans ma classe depuis de longues années »⁴. Déjà cette notion de « citoyen responsable » reprise

encore aujourd'hui dans les textes de la Fédération Wallonie Bruxelles... preuve s'il en est besoin de définir ce qu'est être « citoyen » et « responsable ».

Fernand Pelloutier (1867-1901) va encore plus loin dans son envie de libérer le peuple d'une instruction établie qui perpétue les inégalités sociales, économiques et culturelles. « Il serait puéril de croire et d'espérer que l'Etat, sauvegarde des hautes classes, consentit, en rendant à la collectivité la liberté de l'enseignement, à briser lui-même son meilleur instrument de domination »⁵. Héritier direct des idées de la Commune, il affirme que ce « qu'il manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups ». Cette dernière affirmation est criante d'actualité, tant le lobbying de McKinsey et autres « Fondation pour l'enseignement » veut vider l'école de tout ce qui n'est pas une utilité directe à la « réalité des entreprises ». Héritier des pensées de la Commune, Pelloutier défend l'édification de Musées du travail où seront exposés l'ensemble des rouages de l'exploitation capitaliste, un enseignement intégral prônant la compréhension de tous les mécanismes de la société.

« Il serait puéril de croire et d'espérer que l'État, sauvegarde des hautes classes, consentit, en rendant à la collectivité la liberté de l'enseignement, à briser lui-même son meilleur instrument de domination »

— Fernand Pelloutier

Francisco Ferrer (1859-1909), grand théoricien de « l'école moderne », dira préférer « la spontanéité libre d'un enfant qui ne sait rien que l'instruction de mots et la déformation intellectuelle d'un enfant qui a subi l'éducation de maintenant »⁶. Même s'il se revendique des idéaux éducatifs de l'enseignement intégral de Paul Robin, Ferrer est moins radical que ce dernier malgré une évidente ouverture au mouvement révolutionnaire ouvrier dont il reprend certains invariants de l'éducation libertaire.

Albert Thierry (1881-1915) pense une réelle éducation pour le peuple et par le peuple, amenant l'action directe propre au syndicalisme révolutionnaire dans sa classe. Il ne se repose sur aucun programme, tire sa pédagogie par l'observation des élèves, leurs besoins, leur expérience, leur curiosité et même leur fatigue. On ne peut pour lui aborder la question pédagogique sans tenir compte des conditions sociales de sa mise en œuvre. Il met la théorique égalité de l'école voulue par Ferry devant ses propres contradictions : comment amener à une école égalitaire et à l'égalité elle-même dans une société profondément inégalitaire ?

Janusz Korczak (1878-1942) est l'un des noms les plus méconnus du grand public. Son influence est pourtant immense et il est considéré comme l'inspirateur de la Convention des Droits de l'Enfant. La conception de sa pédagogie part du constat que le monde est injuste, mal dirigé et mal organisé. Il crée une pédagogie, son « Ecole de la vie », pour les prolétaires et au service du prolétariat. Pour appliquer ses théories, il prend la direction d'un orphelinat dans lequel il enseigne qu'éduquer, c'est coopérer. Il ne veut pas d'un enseignement théorique de la démocratie ; ses élèves la vivent par leur participation à toutes les activités du lieu. Korczak abolit l'opposition entre travail manuel et intellectuel, prône l'autogestion, la rotation des tâches. Chaque élève voit, apprend, lit, comprend, et aime : « Les enfants ne sont pas de futures personnes ; ce sont déjà des personnes... Les enfants sont des êtres dont l'âme contient les germes de toutes les pensées et de toutes les émotions qui nous animent. La croissance de ces germes doit être guidée en douceur »⁷. Refusant de quitter ses élèves, il meurt avec eux dans l'enfer des camps d'extermination.



Louise Michel

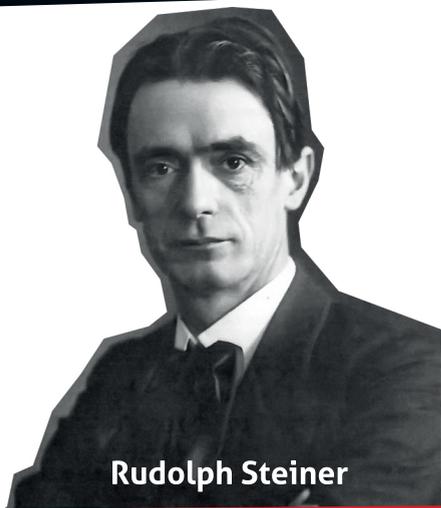
Cette liste non exhaustive nous amène à nous poser de nombreuses questions sur les pédagogies alternatives telles qu'appliquées aujourd'hui : laquelle de celles-ci place encore, au cœur de ses objectifs, un changement radical des mentalités ? Laquelle désire encore changer les paradigmes de notre société capitaliste ? Qu'avons-nous gardé des idéaux de base de ces penseuses et penseurs, qu'avons-nous évacué car jugé trop dangereux pour le système en place ?

Pour en savoir plus :

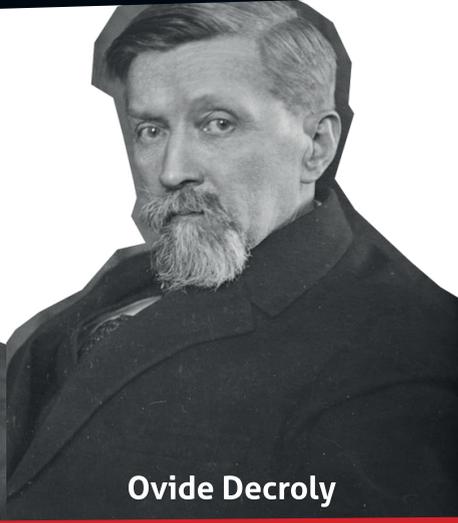
Grégory Chambat, « L'école des barricades », Libertalia
 Grégory Chambat, « Pédagogie et révolution », Libertalia
 Laurence Biberfeld et Grégory Chambat, « Apprendre à désobéir », Libertalia
 Philippe Hambye et Jean-Louis Siroux, « Le salut par l'alternance », La Dispute
 Christian Laval et al, « La nouvelle école capitaliste », La Découverte
 Laurence De Cock, « Sur l'enseignement de l'Histoire », Libertalia
 Nico Hirtt, « Les nouveaux maîtres de l'école », Aden
 « Mauvais élèves », un film de Nicolas Ubelmann et Sophie Mitrani, Staraya Films et Régie Sud

Références

- 1 Référence directe à l'insurrection de la Commune de Paris
- 2 Discours de Ferry devant le conseil général des Vosges, 1879
- 3 Journaliste auprès du « Vengeur » et du « Cri du peuple » durant la Commune de Paris
- 4 Louise Michel, « Mémoires », citée dans Grégory. Chambat, « L'école des barricades », Libertalia, page 49
- 5 Fernand Pelloutier, « L'Enseignement en société libertaire », La Question Sociale, 1895
- 6 Grégory Chambat, « L'école des barricades », Libertalia, page 70
- 7 <https://www.icem-pedagogie-freinet.org/book/export/html/29215>



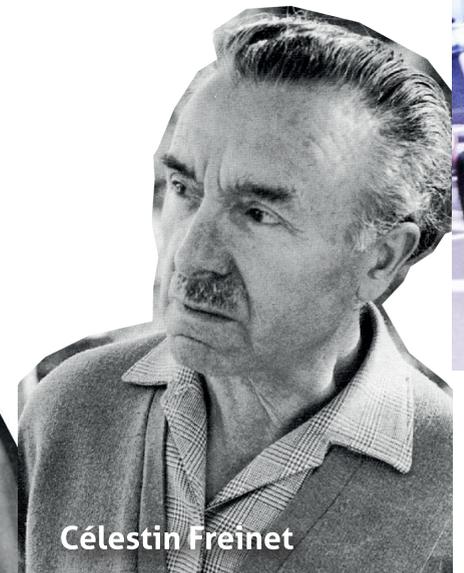
Rudolph Steiner



Ovide Decroly



Maria Montessori



Célestin Freinet

PÉDAGOGIES ALTERNATIVES APPLIQUÉES

CLARA HURBAIN

animatrice Jeunes FGTB

Depuis une bonne dizaine d'années, nous voyons fleurir un peu partout des écoles libres non confessionnelles qui se consacrent à un type bien précis de pédagogie alternative : écoles Montessori, Freinet, Decroly et Steiner. Ces différents pédagogues que sont Maria Montessori, Célestin Freinet, Ovide Decroly, Rudolph Steiner mettent l'enfant au cœur de son apprentissage. Ils développent des pédagogies qui respectent le rythme des apprentissages des enfants, et où leur bien-être est au cœur des apprentissages.

Maria Montessori, une des premières femmes médecin en Italie, militante socialiste, grande défenseuse des droits politiques et sociaux des femmes, a créé la « Casa Dei Bambini » à destination des enfants pauvres de Rome âgés de 3 à 6 ans. Elle met à disposition des élèves du matériel adapté à son âge et à sa taille, favorise l'apprentissage par le jeu qui permet de faciliter l'apprentissage chez l'enfant. Matériel très en vogue aujourd'hui à un prix exorbitant. En 1937, elle fonde le Parti Social de l'Enfant et écrit la déclaration « Le Citoyen Oublié ».

Célestin Freinet, militant communiste et syndicaliste, développe avec sa femme différentes techniques pédagogiques basées sur l'expression libre des enfants. La classe doit fonctionner en atelier avec un plan de travail mis en place pour chaque élève en fonction de son rythme d'apprentissage. Sa pédagogie s'inspire du socialisme, du naturalisme et de l'anti-intellectualisme. L'intellectuel étant pour Freinet « une grosse tête munie de bras atrophiés ». Il voit l'éducation comme étant un moyen de progrès et d'émancipation politique et civique de l'individu. A l'époque sa pédagogie passe mal : il est accusé de faire l'apologie en classe de la Révolution Russe et de faire de ses élèves des futur.e.s bolchéviques. Mais, grâce au soutien

d'amis politiques et de la presse de gauche, Freinet crée sa propre école. Elle accueille principalement des enfants d'ouvriers, des enfants suivis par les services sociaux, des fils-filles d'instituteurs et quelques enfants de familles aisées.

Ovide Decroly, neurologue belge, est partisan de la pédagogie par projets. Il part des besoins physiques, sociaux et psychiques de l'enfant. Sa pédagogie est particulièrement appréciée par la bourgeoisie progressiste de l'époque. Il accorde une grande place à la nature dans les apprentissages. Il crée un Institut d'enseignement spécial sous forme d'un internat mixte et en 1907 il fonde l'école de l'Ermitage à Bruxelles pour les enfants ne présentant pas de handicap. Sa devise est : « l'école pour la vie, par la vie ».

Steiner est un pédagogue Croate dont on retrouve beaucoup d'écoles actuellement en Allemagne. Pour lui, il faut éduquer à la liberté, vivre une vie qui ne soit pas dictée par les principes économiques qui régissent la société. Les sentiments d'amour, de confiance et d'enthousiasme doivent être mis en avant et développer chez l'enfant a contrario et en opposition à l'ambition, la crainte et la compétition.

A l'heure actuelle, inscrire son enfant, dans ce type d'écoles, a un coût particulièrement élevé. Pour certaines, les frais d'inscription peuvent s'élever à 5000 euros pour une année scolaire. Nous sommes donc loin des objectifs qu'avaient ces pédagogues progressistes à l'époque. Ces pédagogies qui se veulent moins inégalitaires, de gauche, qui mettent l'enfant au cœur de ses apprentissages, qui respectent le rythme d'apprentissage des enfants sont finalement accessibles qu'à une partie plutôt aisée de la population.

CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : S'UNIR ET LUTTER POUR GAGNER !

On le répète souvent, la précarité ne cesse de croître en Belgique et touche de plus en plus les classes populaires. Cette précarité frappe également un nombre toujours plus important d'étudiant-e-s défavorisé-e-s. Dans ce premier numéro, il nous semble important de nous arrêter sur la réalité de cette précarité et la manière dont les Jeunes FGTB tentent d'endiguer le phénomène via le travail quotidien de notre section étudiante, l'Union Syndicale Etudiante.



Une précarité étudiante galopante

De plus en plus d'étudiant-e-s doivent faire appel au CPAS et travailler afin de poursuivre leurs études. Ainsi, en 2016, le nombre d'étudiant-e-s qui dépendaient du revenu d'intégration social (RIS) du CPAS s'élevait à 27.000. A titre de comparaison, ce chiffre était de 3.654 en 2002. Cela signifie donc qu'en 14 ans, il a été multiplié par 7,4... Mais souvent, ces mêmes CPAS conditionnent l'obtention d'une aide à l'obligation pour les étudiant-e-s de travailler et à réussir leurs études !

En 2016, 502.297 étudiant-e-s ont eu recours aux jobs étudiants en Belgique, c'est 5% de plus qu'en 2015 et 13,7% de plus qu'en 2012. Avec l'augmentation du coût de la vie et des études (entre 8.000€ et 10.000€ par an), la faiblesse et la rareté des aides accordées aux étudiant-e-s, mais aussi l'appauvrissement des familles, il est évident que la situation ne va pas en s'améliorant.

Le job étudiant est pourtant un facteur important d'échec scolaire. En première année du supérieur, il est d'environ 60 %. Le salariat n'est pas étranger à cette situation. En effet, les étudiant-e-s issu-e-s des familles aux revenus modestes, qui ont donc logiquement recours au job étudiant, ont un taux d'échec de près de 70 % contre 45 % chez les étudiant-e-s des milieux favorisés.

L'Union Syndicale Etudiante, section étudiante des Jeunes FGTB

Conscients de cette tendance lourde à la précarité étudiante, les Jeunes FGTB ont entrepris depuis plusieurs années un important travail d'organisation et de structuration syndicale dans l'enseignement supérieur via l'Union Syndicale Etudiante. L'USE est la section étudiante des Jeunes FGTB. En tant que syndicat étudiant, l'USE

lutte pour un enseignement qui permet l'accès et la réussite pour tou-te-s. L'USE se bat ainsi contre la précarité, la sélection sociale et la logique marchande dans l'enseignement.

Parallèlement, dans chaque région de Belgique francophone, les Jeunes FGTB informent, conseillent et défendent les étudiant-e-s jobistes. Ce travail de première ligne de nos animateur-trice-s aux côtés des étudiant-e-s qui travaillent est d'autant plus important qu'à l'heure actuelle, la seule réponse du Gouvernement à la précarité est de pousser toujours plus les jeunes, en particulier les étudiant-e-s, à recourir à des emplois pénibles ou à prendre des risques énormes en se lançant comme indépendant-e-s par exemple. Un syndicat pour les jeunes est donc une nécessité dans un contexte où les patrons ont tendance à abuser de leur position. Il est donc indispensable pour les jobistes de connaître leurs droits pour pouvoir se défendre.



Pour plus d'informations :

jeunes-fgtb.be
use.be

Contacts :

secrétariat@jeunes-fgtb.be
info@use.be

S'unir – Lutter – Gagner

Les Jeunes FGTB et notre syndicat étudiant se battent donc depuis de nombreuses années pour que la précarité étudiante et les inégalités dans l'enseignement ne deviennent pas une fatalité et ainsi aboutir à un enseignement démocratisé. Au quotidien, cela passe par sortir les étudiant-e-s de l'isolement individuel en proposant des moyens d'agir collectivement et une organisation solidaire qui fait partie intégrante d'une organisation de travailleur-euse-s, la FGTB. Pour soutenir ce combat, chacun peut devenir membre librement en se syndiquant à l'USE-Jeunes FGTB. Etre syndiqué-e est avant tout un acte solidaire, qui permet de se tenir informé des droits, de l'actualité sociale étudiante et d'être défendu en cas de problème. Mais il est possible d'aller plus loin et de devenir syndicaliste, et ainsi voter pour des délégué-e-s, de devenir soi-même délégué-e, de voter les orientations et de participer aux actions collectives décidées entre syndicalistes...



LA GRÈVE DES ENSEIGNANT-E-S DE 1996 : SOUVENIRS, BILAN ET PERSPECTIVES

Yves HERLEMONT

Militant syndical

Enseignant à la retraite

Ancien président et secrétaire de
la CGSP-enseignement du Centre

J'ai participé activement à la grève des enseignant-e-s francophones de 1996 en tant que délégué d'école mais aussi en coordonnant, pendant toute la durée du conflit, un collectif réunissant, une fois par semaine (parfois plus), des représentant-e-s des écoles secondaires libres comme officielles de la région du Centre¹, syndiqué-e-s FGTB [CGSP-Enseignement, SEL/SETCA], CSC [CEMNL et CCPET], CGSLB [APPEL et SLFP] comme non syndiqué-e-s. Ces collectifs (groupes informels régionaux), non reconnus officiellement par les organisations syndicales, s'étaient formés spontanément lors des grèves des années 80 et celles du printemps et de l'automne 90 pour diriger et planifier efficacement le mouvement social de contestation dans la durée. C'est donc assez facilement qu'ils se reconstituèrent en 1996.²

À l'époque, militant syndical depuis une vingtaine d'années, j'avais été mandaté par le comité exécutif de la CGSP-Enseignement du Centre pour coordonner le collectif régional de manière à en assurer le bon fonctionnement et d'en éviter les éventuelles dérives corporatistes qui auraient pu altérer nos revendications pour l'enseignement en particulier, pour la société en général. Je jouai ainsi le rôle d'interface entre le collectif et mon organisation syndicale.

La grève de 1996 fut remarquable à plus d'un titre. Je vais tenter de l'analyser avec le recul que procure le temps passé. Elle fut exceptionnelle, à mes yeux, pour cinq raisons : par sa longueur et son organisation, par ses revendications, parce qu'elle marqua un tournant dans l'histoire de l'enseignement francophone belge, parce qu'aussi, elle constitua un moment historique de rupture entre la CGSP et le parti socialiste, parce qu'enfin, elle fut le révélateur du hiatus qui se creuse inévitablement entre direction et base syndicales lors de tout mouvement social de grande envergure.

Par sa longueur et son organisation

Le mouvement social dura trois mois, de la deuxième moitié du mois de février à la mi-mai 96. Le rôle des collectifs y fut essentiel. Ils favorisaient l'indépendance des grévistes par rapport aux directions syndicales mises sous pression par les autorités politiques. Ils évacuaient également les vieilles rivalités concurrentielles entre les réseaux libre et officiel. Il fallait présenter un front uni à la mesure des économies qui s'abattaient sur les écoles. Une des tâches principales des collectifs était d'organiser les piquets croisés entre établissements libres et officiels qui permettaient aux enseignant-e-s des deux réseaux de ne se déclarer en grève qu'un jour ou deux par semaine, étant empêché-e-s de travailler les autres jours. Les profs échappaient ainsi à des retenues sur salaire trop élevées qui auraient rendu impossible la continuation du mouvement. De plus, il fallait organiser les manifestations hebdomadaires qui réunissaient parfois plus de 40.000 enseignant-e-s dans les rues de Bruxelles et de plusieurs villes de Wallonie.

Enfin, après plusieurs semaines de grève, les collectifs prirent des mesures pour que des rencontres régulières aient lieu avec les parents au sein des établissements scolaires. Des contacts périodiques entre professeur-e-s et élèves furent planifiés pour entretenir les matières vues et, concernant les élèves de dernière année du secondaire, pour préparer leur passage à l'enseignement supérieur. Cependant, si des garderies étaient organisées, les cours normaux n'étaient plus donnés.

La durée de la grève s'expliquait par l'âpreté idéologique manifestée par la Ministre de l'enseignement, Laurette Onkelinx, pour imposer un plan drastique d'austérité à l'école secondaire, plan qui s'ajoutait à une série d'autres qui frappait l'enseignement depuis 20 ans. Tout ceci, dans une dynamique d'accélération depuis le transfert de l'enseignement de l'État fédéral à la Communauté française en 1989. Pour faire court, en plus des mesures de rationalisation alourdissant les conditions de travail, les restrictions salariales, c'est plus de 6000 emplois qui étaient supprimés en sept années !³

Je vous propose, dans le cadre de cette analyse, de détailler chacun de ces points. La grève de 96 fut remarquable...

Par ses revendications

Dès le départ du mouvement, les organisations syndicales insistèrent sur les dégâts qu'allaient entraîner les économies budgétaires sur la qualité de l'enseignement (classes surpeuplées, indisponibilité des profs, limitation des options, fatalisme devant l'échec scolaire, etc.). Cette grève était l'affaire de tous d'autant plus que les autres services publics souffraient également de l'austérité impactant l'ensemble de la population. Il y avait pourtant des alternatives à la doxa libérale de désengagement financier des pouvoirs publics. Pour éviter un bain de sang social, la Communauté française aurait pu contracter un emprunt exceptionnel, garanti par les régions wallonne et bruxelloise. Sur le plan fédéral, la dotation des entités communautaires aurait pu être augmentée, sachant que deux pour cent des Belges (les plus riches) possédaient un patrimoine financier plus ou moins égal à la dette nationale. Une taxe, même minime, sur les transactions financières aurait pu être prélevée comme le préconisaient plusieurs économistes signataires de L'appel des six-cents. La progressivité de l'impôt aurait pu être appliquée sur tous les revenus financiers comme ils l'étaient sur les revenus du travail. Une lutte plus efficace contre la fraude fiscale aurait pu, fort opportunément, renflouer les caisses de l'État. Tout ceci était d'autant plus envisageable qu'à l'époque, le parti socialiste, en coalition avec la famille social-chrétienne, était aux commandes à tous les niveaux de pouvoir. Il n'en fut rien, la Ministre Onkelinx ainsi que tous les ténors du parti socialiste n'en démordaient pas : il fallait sabrer dans les dépenses publiques, en parfaits émules de l'ancienne première Ministre britannique, Margareth Thatcher...

Aujourd'hui, ces revendications syndicales nous paraissent hélas bien familières. À l'époque, elles s'exprimaient aussi clairement pour la première fois !

Parce qu'elle marqua un tournant dans l'HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE BELGE

La grève de 96 constitua un moment charnière dans l'histoire de l'enseignement francophone. Pour bien le comprendre, il est nécessaire de procéder à un bond de 25 ans en arrière quand, au début des années 70, sous l'impulsion du Ministre socialiste Abel Dubois, un vaste chantier de rénovation de l'enseignement secondaire fut entrepris. Le gouvernement belge de l'époque mit le paquet financier en créant des milliers d'emplois de professeur-e-s.

Les responsables politiques d'alors avaient eu la sagesse de prévoir les conséquences des profondes mutations économiques et sociologiques qui allaient intervenir dès le milieu des années 70 et que l'on allait nommer sous le terme générique de crise. En fait, c'était la mondialisation de l'économie capitaliste qui s'amorçait, accompagnée du début des innovations technico-numériques. La conjonction et l'interdépendance des deux phénomènes allaient mettre un terme au plein emploi et bouleverser l'économie, en général et la nature du marché du travail, en particulier.

Pour revenir au système éducatif, il fallait trouver une solution à l'obsolescence croissante et inéluctable de l'enseignement secondaire technique de haute qualification, à la massification concomitante de l'enseignement secondaire général, source d'échec scolaire grandissante pour les milieux populaires et au gonflement pléthorique, qui allait en découler, d'une filière professionnelle de relégation, l'obligation scolaire ayant été portée entretemps à 18 ans.

Cette solution fut l'enseignement rénové. Il n'entre pas dans mes propos, dans le cadre de cet article, de revenir sur son contenu ni sur les erreurs commises lors de sa mise en place. Tout ce que je peux dire, c'est qu'à la même époque, en Finlande, un processus semblable fut enclenché et poursuivi, dotant ce pays, au XXI^{ème} siècle, de l'enseignement le plus performant et égalitaire d'Europe.

Au lieu de cela, en Belgique puis en Communauté française, les différents Ministres de l'enseignement qui se sont succédé jusqu'en 1996, qu'ils/elles soient libéraux/ales, socialistes ou sociaux/ales-chrétien-ne-s, allaient instituer un boulier-compteur budgétaire en guise de politique éducative causant des dégâts irréversibles au rénové. Le plan d'économie de Laurette Onkelinx en 96 entraîna la mort définitive de la réforme de 1970...

Mais, selon moi, l'impact de la grève de 96, sa durée, l'émotion qu'elle suscita, les colères qu'elle déclencha eut comme principal effet de changer la donne. Les responsables politiques changèrent de discours même si, au départ, faute de moyens financiers, il s'agissait plus d'effets d'annonce que de réalisations effectives. On se souviendra, à la rentrée de septembre 96 des 40 propositions de Laurette Onkelinx avec son ridicule Tous bilingues en l'an 2000 ! Cependant, dès 1998, la Communauté française commençait à disposer de ressources pécuniaires supplémentaires, certes modestes. Elle promulgua le Décret Missions qui fixa, en son article 6, l'égalité des résultats plutôt que celle des chances, le Décret sur les discriminations positives puis celui sur le Pilotage, ensuite celui sur l'encadrement différencié au 1^{er} degré du secondaire, etc.

Bien sûr, il s'agissait toujours de colmater les brèches d'un système éducatif défaillant mais l'amélioration de la qualité de l'enseignement commençait, dans les préoccupations politiques, à l'emporter sur toute autre considération.

Dès 2014, les négociations pour un Pacte d'excellence destiné à réduire les inégalités étaient lancées avec tous les acteurs et actrices de l'enseignement. Celui-ci commencera à produire ses effets à la rentrée 2021, en débutant par l'école maternelle, dotée d'un refinancement conséquent. Le Pacte est destiné, année par année, à s'étendre à l'enseignement fondamental d'abord puis à l'enseignement secondaire. Il comporte, comme avancée principale, l'instauration d'un Tronc commun polytechnique jusqu'à 15 ans destiné à remplacer la filière générale de l'enseignement. La CGSP, suivie par le SEL et enfin la FGTB toute entière, porte cette revendication depuis 1982 !

Si ce projet est mené à bien avec un financement adéquat, il s'agira d'une véritable refondation de notre enseignement ! J'aime à croire que la mise en place progressive de ce tronc commun polytechnique est le petit-enfant de la longue grève que nous avons menée en 1996, dans la frustration, l'indignation et l'incompréhension...

Parce qu'elle constitua un moment HISTORIQUE DE RUPTURE ENTRE LA CGSP ET LE PARTI SOCIALISTE

Les organisations syndicales ont besoin de relais politiques pour concrétiser leurs revendications en textes législatifs. L'histoire sociale de la Belgique a créé des liens puissants entre Parti Socialiste, FGTB et mutualités socialistes, réunis sous le vocable d'action commune. On peut dire que les grèves de 1996 ont fait voler en éclat cette belle alliance. Déjà, dans les années 80, sous les gouvernements Martens-Gol, la FGTB reprochait amèrement à la direction du PS, pourtant dans l'opposition, de rester au balcon, alors que des grèves et des manifestations monstres s'organisaient dans tout le pays contre les mesures de Val Duchesse diminuant drastiquement les dépenses publiques, rabotant les salaires, réduisant le financement de la sécurité sociale, démantelant les services publics.

Déjà victimes de suppressions d'emplois (environ 15.000), les enseignant-e-s étaient nombreux dans les grèves et manifestations interprofessionnelles. Dans les milieux syndicaux, on pressentait déjà que, sous la présidence de Guy Spitaels (1981-1992), le Parti Socialiste, sous prétexte de pragmatisme, virait au libéralisme (social ?). La présidence de Philippe Busquin n'y changea rien. Sous couvert de socialisme du possible, le parti se convertissait aux thèses du néo-libéralisme le plus agressif, se ralliant de fait, en guise d'idéologie, au célèbre TINA⁴ de Margareth Thatcher !

En 1996, Laurette Onkelinx n'eut pas de mots assez durs pour désigner les enseignant-e-s en grève : Tricheurs (à cause des piquets croisés), Menteurs (parce qu'ils et elles prétendaient défendre l'intérêt général), Égoïstes (car à cause d'eux et elles, ce sont les autres travailleur-euse-s qui allaient subir encore plus l'austérité). Elle accusa les profs de prendre leurs élèves en otage. Pire, elle exhorta les parents à se retourner contre les enseignant-e-s de leurs enfants. Ce fut sans conséquence heureusement !

Les fêtes du 1^{er} mai furent spectaculaires, les enseignant-e-s organisant la contestation des représentant-e-s du Parti Socialiste dans chaque ville et village⁵. Parfois la confrontation tourna au pugilat. On se souviendra de l'invective proférée par Philippe Moureaux à l'adresse des enseignant-e-s venus le chahuter. Socialo-fascistes leur lança-t-il, furibard ! La rupture était consommée, du moins pour une longue période...

Parce qu'elle fut le révélateur du hiatus qui se creuse inévitablement entre direction et base syndicales lors de tout mouvement social de grande envergure

Jean-Marie Anciaux (CGSP), Régis Dohogne (CSC) et André Lacroix (SEL) furent exemplaires dans le soutien indéfectible qu'ils apportèrent aux revendications des enseignant-e-s. Véritable colosse d'1 mètre 85, la tête rasée, doté d'un parler rocailleux, Borain pur jus, Jean-Marie Anciaux fut surnommé Mister No par les journalistes.

Les syndicalistes disaient non aux propositions gouvernementales d'éponger les pertes d'emplois par des mesures de prépension⁶ rémunérées par la Communauté française pour les enseignants de 53, 55 et 58 ans au détriment de l'encadrement des élèves. Autrement dit, les Ministres voulaient financer les profs les plus âgé-e-s pour qu'ils et elles partent en préretraite au mépris de la qualité de l'enseignement. C'était inacceptable pour les enseignant-e-s qui voulaient qu'il y ait moins d'élèves par classe pour mieux se centrer sur les difficultés d'apprentissage. Le dialogue de sourds se prolongea 10 longues semaines. Cependant, après les sérieux incidents du 1er mai 96, le discours des responsables syndicaux se modifia.

Élu fraîchement, en avril 96, président de la régionale du Centre de la CGSP- enseignement, je pus assister aux séances du bureau exécutif élargi à Bruxelles. Jean-Marie Anciaux voulait arrêter la grève, fustigeant les piquets croisés, véritable injure au mouvement ouvrier pour qui faire grève, c'est perdre son salaire (il reprenait par-là, la rhétorique de Laurette Onkelinx). Il dénonça également l'union contre nature des écoles officielles et libres. Enfin, et à ses yeux c'était le plus grave, lui, l'ancien instituteur, il pourfendit une grève qui n'était suivie que par une partie des affilié-e-s, à l'exclusion de celles et ceux du fondamental qui ne s'étaient manifesté-e-s que par de timides mouvements de soutien. On peut imaginer que Régis Dohogne (ancien instituteur aussi) tint le même discours devant ses troupes à la CSC. Les deux compères s'étaient mis d'accord...

Avec le recul, on comprit ce qui s'était passé. Profondément choquée par les terribles événements du 1er mai, la direction du PS octroya une importante concession aux négociateur-trice-s syndicaux-ales : dans les prochaines années serait organisé un rattrapage barémique étalé dans le temps, d'abord des instituteur-trice-s préscolaires sur ceux du primaire et ensuite de ceux

du fondamental sur les régent-e-s (enseignement secondaire inférieur). Il s'agissait, bien évidemment, d'une importante avancée syndicale⁷ mais qui ne correspondait pas aux revendications des grévistes.

Ceux-ci se remirent au travail en ordre dispersé vers la mi-mai, d'autant plus que la tension avec les parents devenait intenable. Parmi les grévistes, le sentiment d'avoir été défait-e-s prédominait. Les plus âgé-e-s prirent leur prépension, les autres jurèrent que c'était bien la dernière fois qu'on les entraînerait dans un tel mouvement. Le retour à l'école se fit avec beaucoup d'amertume... Le rattrapage barémique se concrétisa, par étape annuelle, entre 1998 et 2003.

Pour ma part, je n'ai jamais regretté un seul instant d'avoir participé activement à cette grève défendant une école plus égalitaire, dans une société plus solidaire.

Références

- 1 Les représentants venaient des écoles secondaires de La Louvière, Morlanwelz, Binche, Manage, Braine-le-Comte, Soignies.
- 2 En plus de celui du Centre, il y avait un collectif à Liège, Charleroi, Mons, Bruxelles et dans le Brabant wallon.
- 3 En plus des 15.000 emplois perdus dans l'enseignement au cours des années 80 sous les gouvernements sociaux-chrétiens-libéraux.
- 4 Il n'y a pas d'alternative aux mesures d'austérité, à la disparition progressive des services publics et de la sécurité sociale
- 5 Voir en annexe, les circonstances et le déroulement du 1er mai à La Louvière
- 6 Appelées disponibilités préalables à la retraite
- 7 Pour la CGSP, la fonction d'enseignant-e doit être une fonction unique avec des spécificités selon l'âge des apprenant-e-s, demandant une même formation de longue durée, entraînant un barème semblable pour tous. Voir, en ce sens, les positions de Congrès sur la formation initiale des enseignants.

QUE DOIS-TU FAIRE À LA FIN DE TES ÉTUDES ?

Que tu sois diplômé-e ou que tu aies abandonné tes études, la première chose à faire est de t'inscrire le plus rapidement possible comme demandeur-euse d'emploi.

L'inscription peut s'effectuer de différentes manières à savoir, par téléphone, par Internet ou mieux encore en te rendant sur place dans un des services régionaux de l'emploi. (ACTIRIS, FOREM, ADG)

Si tu t'inscris au mois de juin ou de juillet, ton stage d'insertion débutera le 1er août tandis que si tu t'inscris au-delà de ces deux mois, ton stage d'insertion débutera le jour de ton inscription.

Ce stage, d'une durée de 310 jours, est la période de recherche d'emploi comprise entre ta 1ère inscription au FOREM et l'octroi des allocations d'insertion par l'ONEM.

Pendant celui-ci, tu devras répondre à certaines obligations comme être disponible sur le marché de l'emploi, répondre à tout courrier venant des différents services régionaux de l'emploi, accepter tout emploi convenable que ceux-ci te proposent et surtout effectuer de la recherche d'emploi !

Deux évaluations sont prévues lors de cette période et pour obtenir tes allocations d'insertion, il faut qu'elles soient positives. Dans le cas d'une évaluation négative, tu seras réévalué-e plus tard, mais garde en tête que tu ne dois pas dépasser 25 ans sinon tu seras privé-e de ces allocations.

En tant que Jeunes FGTB, nous sommes conscient-e-s que la plupart des jeunes demandeurs-euses d'emploi n'ont pas forcément de connaissances concernant le marché du travail, qu'ils/elles peuvent avoir de grandes difficultés à maîtriser les procédures et remplir correctement les exigences du FOREM et de l'ONEM. Ce sont entre autres pour ces raisons que nous luttons activement à ce que vos conditions et vos droits soient respectés au mieux et vous accompagnons tout au long de ce parcours pour éviter que certain-e-s d'entre vous ne soient évalué-e-s négativement et se retrouvent dans une situation de précarité extrême.

SI TU VEUX DÉFENDRE TES DROITS OU SI TU PENSES ÊTRE VICTIME D'ARBITRAIRE, CONTACTE LES JEUNES FGTB:
[HTTPS://JEUNES-FGTB.BE/FR/CONTACT/](https://jeunes-fgtb.be/fr/contact/)

LE FRISKOT À LIÈGE : NE JETEZ PLUS, PARTAGEZ !

Créé il y a bientôt 4 ans par les Jeunes FGTB, le 1er kot à projet liégeois, baptisé « Le Friskot », accueillera cette année encore une équipe de 8 étudiant-e-s pour relever un défi : lutter contre le gaspillage alimentaire en installant un frigo solidaire dans un quartier populaire de la cité ardente.

Pourquoi un kot-à-projet Jeunes FGTB ?

Il existe à Liège un problème de qualité des logements étudiants disponibles sur le marché. Alors que l'offre publique de logement pour étudiant.e.s est presque inexistante, l'offre privée présente parfois des conditions de logements déplorables : logements vétustes, chers, mal équipés, ...

En outre, le phénomène des kots de luxe prend une ampleur considérable. Sauna, salle de fitness, terrasse avec vue panoramique, ces logements de standing aux prix élevés s'inscrivent loin de l'idée d'accessibilité au plus grand nombre que nous souhaitons défendre.

En partenariat avec « les Tournières », coopérative liégeoise d'investissements éthiques et soli-

Lola GRIGNARD
animatrice Jeunes FGTB Liège

daires dans l'immobilier, les Jeunes FGTB ont mis en place ce kot-à-projet pour promouvoir l'engagement militant et permettre aux étudiant-e-s de poursuivre leurs études dans un milieu de vie qui a du sens. Les gens sont souvent surpris en voyant que ce sont des jeunes qui gèrent de A à Z le projet !

Un frigo solidaire, comment ça fonctionne ?

Le principe est simple : récolter des invendus ou des dons alimentaires pour les mettre à disposition dans un frigo librement accessible. Concept déjà répandu dans des grandes villes comme Bruxelles ou encore Londres et Berlin, les frigos solidaires se multiplient car ils sont une réponse économique et écologique à la problématique du gaspillage alimentaire.

Le défi que relèvent chaque année les étudiant-e-s est de développer et de maintenir un réseau de particuliers et d'associations, mais également de supermarchés, traiteurs, boulangers, ... pour approvisionner en suffisance le frigo. Car aussi tôt rempli, le frigo est vidé par des habitant.e.s du quartier, souvent des mères célibataires, des personnes

EN RÉGIONALES

âgées isolées, un triste indicateur de la précarité qui résulte des mesures prises par les gouvernements de droite successifs, qui appauvrissent toujours plus les travailleuses, travailleurs et les allocataires sociaux.

L'enjeu devient alors politique. Il s'agit, d'une part, de s'organiser pour combattre la précarité en mettant en place des alternatives concrètes, et d'autre part de s'inscrire clairement en opposition avec la réglementation de l'AFSCA qui met en péril les initiatives de solidarité plutôt que de se mêler du fonctionnement de l'industrie alimentaire, qui produit à outrance et qui jette chaque jour des tonnes de nourriture encore parfaitement consommable...

Adresse :
Rue saint Léonard 332
4000 Liège

Heures d'ouverture :
18-19h du lundi au vendredi
en période scolaire.

Contact :
<https://www.facebook.com/FriskotLg/>

PERMACITY VERVIERS

Simon DARIMONT
Secrétaire Général des Jeunes FGTB

Salades, choux, courgettes, tomates, navets, haricots... tout pousse en terreau verviétois ! Les Jeunes FGTB Verviers s'organisent depuis plusieurs années à la mise en place d'un potager urbain collectif basé sur le modèle de la permaculture en collaboration avec les citoyen-ne-s de la région.

Ce projet vise à créer une dynamique avec les jeunes habitant-e-s des logements sociaux, exclu-e-s de l'économie de marché prédominante,



dans un système alternatif et plus humain. Il vise également à installer une autre manière de produire, de consommer, de se rencontrer, de partager et de vivre ensemble et ainsi semer les graines d'un avenir où l'humain et la nature seraient au centre des préoccupations de la société.

Un des principaux objectifs de Permacity est l'appropriation et la gestion collective du terrain par les habitant-e-s du quartier et autres sympatisant-e-s. Cette dynamique coopérative a notamment permis au projet de poursuivre son cheminement en dépit du confinement ! Les activités de groupe et rassemblements

ayant été interrompus, les jeunes (et moins jeunes) ont mis en place un roulement afin d'assurer la survie du potager collectif.

Tu souhaites participer? Tu veux lancer un Permacity près de chez toi? Ou tout simplement avoir plus d'info? N'hésite pas à contacter les Jeunes FGTB Verviers.

Adresse
Pont aux Lions 23/3 à 4800 Verviers

Téléphone
087/63.96.53
0493 10 86 45

Mail
jeunes.verviers@fgtb.be



CONTRIBUTION EXTERNE

SYNDICALISME ET COOPÉRATIVES :
QUELLES PERSPECTIVES COMMUNES
CONTRE LE CAPITALISME ?

ORVILLE PLETSCHETTE

Animateur-formateur sur les questions autour des coopératives au sein du CEPAG

Les coopératives éveillent à nouveau les consciences, et les expériences sont nombreuses où cette économie alternative démontre qu'elle peut produire « autrement ». Les syndicats ont beaucoup à gagner en renouant avec le mouvement coopératif, tout en continuant à défendre les travailleur-euse-s.

De nos jours, les coopératives et plus largement ce qu'on appelle l'« économie sociale », font l'objet d'un intérêt croissant parmi la population, notamment chez les jeunes. Face à la crise systémique que vit le capitalisme mondial – amplifiant les problèmes sociaux, économiques, sanitaires et écologiques de nos sociétés, avec la hausse du chômage, de la misère et de l'exclusion, sans compter les entreprises menacées par la faillite ou la délocalisation – l'économie coopérative s'inscrit toujours plus dans le champ des alternatives. Bien qu'elle ne soit pas intégralement en dehors des marchés capitalistes, elle résiste mieux à la crise, en proposant une réponse politique et entrepreneuriale originale, œuvrant à une transformation sociale, écologique et démocratique de l'économie.

coopérateur-ice-s, sur base de valeurs éloignées de celles des entreprises capitalistes et néolibérales.

La libre adhésion et une gestion démocratique et transparente en entreprise sont des principes fondamentaux de l'économie sociale et coopérative. Ils ne sont pas forcément respectés partout, d'où la nécessité de maintenir un contre-pouvoir syndical interne à l'entreprise coopérative. Néanmoins, le modèle de la coopérative de travailleur-euse-s, une entreprise où les travailleur-euse-s peuvent partager le pouvoir de décision à travers le principe « un homme/une femme, une voix », et devenir eux-mêmes (co-)propriétaires et coopérateurs de leur entreprise en acquérant des parts sociales du capital, pose question sur les rapports capital/travail historiquement défendus par la FGTB.

Pourtant, les dynamiques du développement des coopératives de travailleur-euse-s (en création ou en reprise/transmission d'entreprise, souvent des PME) peuvent tout à fait incarner un élargissement du contrôle ouvrier dans les entreprises et du contre-pouvoir indispensable des syndicats, permettant également une implantation syndicale plus large dans les PME. Le modèle coopératif n'est pas parfait et il est légitime de se méfier d'une forme de démocratie interne à l'entreprise qui court-circuiterait la représentation syndicale des travailleur-euse-s. Des problèmes peuvent survenir dans les entreprises, qu'elles soient ou non des coopératives et que les travailleur-euse-s y soient « associé-e-s ». Certain-e-s choisissent d'ailleurs de ne pas l'être, et il est donc essentiel d'avoir des syndicats pour les représenter.

Syndicalisme et coopérativisme ne sont donc pas incompatibles, mais complémentaires.

C'est dans ce sens que syndicats et coopératives peuvent mener un même combat contre le capitalisme, pour faire émerger un autre modèle de société, une autre économie. Par le passé, mouvements coopératif et syndical ont pu représenter une véritable force commune pour les travailleur-euse-s et le mouvement ouvrier. Historiquement, les coopératives se limitaient essentiellement au secteur de la consommation, ce n'est plus le cas désormais. On retrouve des sociétés coopératives dans des secteurs et des métiers très variés, et en constante progression. L'héritage matériel de cette époque comme les Maisons du Peuple n'existe malheureusement plus, mais la postérité quant à elle reprend vigueur dans l'idée de s'investir à nouveau dans des projets coopératifs. Les syndicats ont leur rôle à jouer dans ce mouvement profondément progressiste.



Bien souvent, l'objectif principal de l'activité d'une entreprise classique est la recherche des bénéfices, dont la majeure partie sera distribuée sous la forme de dividendes aux actionnaires. Dans le cas d'une entreprise coopérative, même si elle obéit aux règles du marché et cherche à obtenir des excédents, l'essentiel de ses bénéfices est réinvesti pour garantir la pérennité de l'entreprise (et donc des emplois) ou est mis en réserves. Le but d'une entreprise coopérative n'est donc pas de faire du profit, mais bien de faire vivre une activité économique pour ses travailleur-euse-s et

FAIRE FRONT !

Pour affronter la crise et redéfinir les bases d'un monde plus juste, des dizaines de collectifs et syndicats – parmi lesquels la FGTB wallonne – ont lancé l'initiative « Faire Front – Pour un avenir social, écologique et démocratique ».

Un front que tous les citoyens, citoyennes ou associations qui en partagent les valeurs peuvent rejoindre...



Le 1er avril 2020, en plein confinement, Le Soir publiait une carte blanche signée par plus de 500 personnes : Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir. Suite à cette publication, citoyennes, citoyens, associations et syndicats ont poursuivi leurs rencontres et débats. Ensemble, ils ont défini quelques grands objectifs, des priorités, un cadre et une méthode de travail évolutifs. Aujourd'hui, l'initiative Faire front est lancée !

Non au retour à l'anormal ! Notre urgence : l'égalité et la dignité. Ils veulent fermer le couvercle

sur nos espoirs : nous ferons bouillir la marmite par le fond. Fin du monde, fin du mois, même combat ! Ensemble, faire front pour un avenir social et écologique.

Pour être tenu au courant des dernières évolutions du projet :



Fairefront.be



Faire Front

EXAMENS 2020:

« IL S'AGIT DONC D'AVOIR DES MESURES ADAPTÉES POUR CHAQUE ÉTUDIANT ET DE LES METTRE DANS UNE SITUATION D'ÉGALITÉ LORSQU'ILS DOIVENT PRÉSENTER LA MÊME ÉPREUVE »

VALÉRIE GLATIGNY, 23 AVRIL 2020 (RTBF)

MERCI VALÉRIE!!





Secrétariat général des Jeunes FG TB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
bruxelles@jeunes-fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Boulevard Devreux, 36-38 – 6000 Charleroi
071/64 12 16
charleroi@jeunes-fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
0497/52 92 37
luxembourg@jeunes-fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas 84, 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux
Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FG TB

 jeunes-fgtb.be

 [@jeunes.fgtb.90](https://www.facebook.com/jeunes.fgtb.90)

 [@jeunes_fgtb](https://www.instagram.com/jeunes_fgtb)

Editeur responsable : Simon Darimont – Jeunes FG TB ASBL – 42, rue Haute 1000 Bruxelles